

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor Geneeskundige verzorging, gegeven op 9 september 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 22 oktober 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting gegeven op 27 januari 2019;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De jaarlijkse bijdrage, voorzien bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot instelling van een regeling van sociale voordelen voor sommige tandheelkundigen, wordt vastgesteld op 2.382,60 euro voor het jaar 2019.

**Art. 2.** De minister die Sociale zaken onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2020.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
M. DE BLOCK

Vu l'avis du Comité de l'assurance Soins de santé, donné le 9 septembre 2019 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 22 octobre 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2019 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La cotisation annuelle, prévue à l'article 2 de l'arrêté royal du 17 août 2007 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains praticiens de l'art dentaire est fixée à 2.382,60 euros pour l'année 2019.

**Art. 2.** Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
M. DE BLOCK

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C — 2020/40342]

**6 FEVRIER 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des évaluations**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, notamment les articles, 1.6.4-1, 1.6.4-2, complété par l'article 58 du décret-programme du 18 décembre 2019 portant diverses mesures relatives aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, à la santé, à l'enseignement supérieur, à la recherche, au sport, aux hôpitaux universitaires, au personnel de l'enseignement, à l'enseignement et à WBE, et 1.6.4-3 ;

Vu le test genre établi le 29 juillet 2019 en application du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 août 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2019 ;

Vu le protocole de négociation du 21 novembre 2019 au sein du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu le protocole de négociation du 21 novembre 2019 avec le Comité de négociation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Vu l'avis n° 66.851/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 janvier 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Installation de la Commission des évaluations

**Article 1<sup>er</sup>. § 1<sup>er</sup>** La Commission des évaluations est installée auprès de l'Administration générale de l'Enseignement, Direction générale du Pilotage du système éducatif.

§ 2. Les réunions de la Commission se tiennent au siège de la Direction générale du Pilotage du système éducatif ou tout autre lieu mentionné dans la convocation. Le secrétariat de la Commission est assuré par la Direction générale du Pilotage du système éducatif. Les membres du personnel administratif de la Direction générale précitée sont chargés de l'organisation et de la coordination administrative des décisions prises par la Commission des évaluations et des activités qui en découlent.

**CHAPITRE II. — Fonctionnement de la Commission des évaluations**

**Art. 2.** La Commission arrête annuellement le calendrier de ses travaux. Le nombre minimum de réunions s'élève à huit par année civile. La Commission est convoquée à l'initiative du Président ou à la demande d'un tiers de ses membres.

**Art. 3.** Les membres de la Commission bénéficient du remboursement de leurs frais de parcours aux conditions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française.

**Art. 4.** Les convocations aux réunions sont transmises par voie électronique aux membres par le secrétariat, sept jours ouvrables au moins avant la date de la séance, étant entendu que le samedi n'est pas considéré comme un jour ouvrable. Les convocations mentionnent l'ordre du jour. En cas d'urgence, le Président peut réduire le délai à deux jours ouvrables.

La Commission ne peut délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

**Art. 5.** La Commission ne peut délibérer que si la moitié de ses membres est présente.

A défaut de consensus, la Commission prend sa décision à la majorité simple.

En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

**Art. 6.** La Commission élabore un règlement d'ordre intérieur qui est transmis au Ministre qui a l'Education dans ses attributions et qui le soumet à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 7.** La Commission établit chaque année un rapport d'activités qu'elle transmet à la Commission de pilotage et au Ministre qui a l'Education dans ses attributions.

**CHAPITRE III. — Composition de la Commission des évaluations**

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 1.6.4-2 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1<sup>er</sup> et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, notamment les articles, la Commission des évaluations est présidée par l'Administrateur général de l'Administration générale de l'enseignement ou une personne désignée par celui-ci. Elle comporte :

1° neuf représentants issus de la Direction générale du pilotage du système éducatif, dont :

- a) deux membres représentant la Direction des standards éducatifs et des évaluations ;
- b) un membre représentant le Service général de l'analyse et de la prospective ;
- c) trois membres représentant le Service général de l'inspection ;
- d) un membre représentant le Service général du pilotage des écoles et des centres pryscho-médico-sociaux ;
- e) deux membres représentant la Direction générale du Pilotage du système éducatif participant à la Commission des référentiels et des programmes du tronc commun ;

2° huit représentants issus des Organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs dont :

- a) trois membres représentant l'enseignement libre confessionnel subventionné ;
- b) un membre représentant l'enseignement libre non confessionnel subventionné ;
- c) deux membres représentant l'enseignement fondamental, maternel et primaire ordinaire et l'enseignement spécialisé de l'enseignement officiel subventionné ;
- d) un membre représentant l'enseignement secondaire ordinaire de l'enseignement officiel subventionné ;
- e) un membre représentant Wallonie-Bruxelles enseignement ;

3° un représentant du Gouvernement ;

4° deux experts issus du monde académique spécialisés dans la pédagogie générale ou la docimologie désignés sur proposition du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire.

Parmi les membres visés aux points 1° et 2°, au moins un membre doit siéger dans chacune des Commissions des programmes prévues à l'article 1.6.4 – 2, du décret du 3 mai 2019.

**§ 2.** Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aux points 1° à 3°, disposent d'un suppléant. Les membres suppléants remplacent les membres effectifs en cas d'absence de ceux-ci.

**§ 3.** Le Président de la Commission peut inviter des experts ou toute personne qu'il juge utile d'entendre.

**§ 4.** La Commission compte au moins un tiers de membres effectifs et un tiers des membres suppléants de chaque sexe.

**Art. 9.** En cas de démission ou de décès d'un membre, il est pourvu à son remplacement. Le membre ainsi désigné poursuit la mission de son prédécesseur.

Un membre est démissionnaire d'office s'il perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

**Art. 10.** Pour autant que cette notion leur soit applicable, les membres sont considérés comme étant en activité de service lorsqu'ils siègent à la Commission.

**CHAPITRE IV. — Dispositions finales**

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2020.

**Art. 12.** Le Ministre ayant l'éducation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 février 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/40342]

**6 FEBRUARI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende de nadere werkingsregels van de Evaluatiecommissie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, inzonderheid de artikelen 1.6.4-1, 1.6.4-2, aangevuld bij artikel 58 van het programmadecreet van 18 december 2019 houdende diverse maatregelen met betrekking tot Schoolgebouwen, Begrotingsfondsen, Gezondheid, Hoger Onderwijs, Onderzoek, Sport, Universitaire Ziekenhuizen, Onderwijspersoneel, Onderwijs en WBE, en 1.6.4-3.;

Gelet op de genderitest, uitgevoerd op 29 juli 2019 met toepassing van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 augustus 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 14 november 2019;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 21 november 2019 binnen het Comité van sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 21 november 2019 met het overlegcomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra erkend door de Regering overeenkomstig het decreet van 20 juli 2006 betreffende de onderhandeling met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra;

Gelet op het advies nr. 66.851/2 van de Raad van State, gegeven op 15 januari 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslagning,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Instelling van de Evaluatiecommissie**

**Artikel 1.** § 1. De Evaluatiecommissie wordt ingesteld bij het Algemeen bestuur van het Onderwijs, Algemene Directie Sturing van het onderwijsstelsel.

§ 2. De vergaderingen van de Commissie vinden plaats op de zetel van de Algemene Directie Sturing van het onderwijsstelsel of op elke andere plaats vermeld in de oproepingsbrief. Het secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door de Algemene Directie Sturing van het onderwijsstelsel. De leden van het administratief personeel van voornoemde Algemene Directie worden belast met de organisatie en de administratieve coördinatie van de beslissingen getroffen door de Evaluatiecommissie en de activiteiten die daaruit voortvloeien.

**HOOFDSTUK II. — Werking van de Evaluatiecommissie**

**Art. 2.** De Commissie stelt jaarlijks het tijdschema van haar werkzaamheden op. Het minimumaantal vergaderingen bedraagt acht per kalenderjaar. De Commissie wordt bijeengeroepen op initiatief van de voorzitter of op verzoek van een derde van haar leden.

**Art. 3.** De leden van de Commissie krijgen hun reiskosten terugbetaald volgens de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 4.** De oproepingen voor de vergaderingen worden ten minste zeven werkdagen vóór de datum van de vergadering door het secretariaat bij elektronische wijze toegezonden, met dien verstande dat de zaterdag niet als werkdag wordt beschouwd. De oproepingen vermelden de agenda. Bij dringende gevallen kan de Voorzitter de termijn verkorten tot twee werkdagen.

De Commissie kan slechts beraadslagen over de punten die op de agenda worden vermeld.

**Art. 5.** De commissie kan slechts beraadslagen, indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Indien geen overeenstemming kan worden bereikt, neemt de Commissie haar beslissingen bij gewone meerderheid.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 6.** De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op dat wordt toegezonden aan de Minister bevoegd voor het Onderwijs, die het ter goedkeuring van de Regering voorlegt.

**Art. 7.** De Commissie stelt jaarlijks een activiteitenverslag op dat ze aan de Sturingscommissie en de Minister bevoegd voor het onderwijs toezendt.

**HOOFDSTUK III. — Samenstelling van de Evaluatiecommissie**

**Art. 8.** § 1. Met toepassing van artikel 1.6.4-2 van het decreet van 3 mei 2019 houdende de boeken 1 en 2 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot instelling van de gemeenschappelijke kern, wordt de Evaluatiecommissie voorgezeten door de Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs of door een persoon aangesteld door hem. Ze bestaat uit:

1° negen vertegenwoordigers uit de Algemene Directie Sturing van het onderwijsstelsel, waarvan:

a) twee leden die de Directie van de onderwijsstandaarden en de evaluaties vertegenwoordigen;

b) één lid dat de Algemene dienst van analyse en prospectieve vertegenwoordigt;

c) drie leden die de Algemene inspectiedienst vertegenwoordigen;

- d) één lid dat de Algemene sturingsdienst voor scholen en psycho-medisch-sociale centra vertegenwoordigt;
- e) twee leden die de Algemene Directie Sturing van het onderwijsstelsel vertegenwoordigen en die aan de Commissie voor referentiesystemen en programma's van de gemeenschappelijke kern deelnemen;

2° acht vertegenwoordigers uit de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, waarvan:

- a) drie leden die het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen;
- b) één lid dat het niet confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigt;
- c) twee leden die het gewoon en gespecialiseerd basis-, kleuter- en lager onderwijs van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- d) één lid dat het gewoon secundair onderwijs van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt;
- e) één lid dat "Wallonie-Bruxelles Enseignement" vertegenwoordigt;

3° één vertegenwoordiger van de Regering;

4° twee deskundigen uit de academische wereld gespecialiseerd in algemene pedagogie of docimologie aangesteld op de voordracht van de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs.

Onder de leden bedoeld in punten 1° en 2°, moet ten minste één lid in elke van de programmacommissies bedoeld in artikel 1.6.4 – 2, van het decreet van 3 mei 2019 zetelen.

§ 2. De leden bedoeld in het eerste lid, punten 1° tot 3°, beschikken over een plaatsvervangend lid. De plaatsvervangende leden vervangen de werkende leden bij afwezigheid.

§ 3. De voorzitter van de Commissie kan deskundigen uitnodigen of elke persoon horen die hij nuttig acht.

§ 4. De Commissie telt ten minste een derde van de werkende leden en een derde van de plaatsvervangende leden van elk geslacht.

**Art. 9.** In geval van ontslag of overlijden van een lid wordt in zijn vervanging voorzien. Het aldus aangestelde lid zet de opdracht van zijn voorganger voort.

Het lid dat de hoedanigheid verliest op grond waarvan het aangesteld werd, wordt van ambtswege als ontslagen beschouwd.

**Art. 10.** Wanneer de leden in de Commissie zetelen, worden zij geacht in dienstactiviteit te zijn, voor zover dit begrip op hen van toepassing is.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2020.

**Art. 12.** De Minister bevoegd voor het onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 februari 2020.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2020/40326]

Buitenlandse Consulaten in België

Op 29 januari 2020 heeft de heer Maarten BLOCKEEL de nodige Volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek van Indonesië uit te oefenen, met als consulair ressort het Vlaams Gewest.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2020/40326]

Consulats étrangers en Belgique

Le 29 janvier 2020, Monsieur Maarten BLOCKEEL a reçu l'Autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République d'Indonésie à Ostende avec comme circonscription consulaire la Région flamande.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
[C – 2020/10166]

Hoofdcommissaris van politie  
Opruststelling

Bij koninklijk besluit van 29 november 2019 wordt de heer Christian MOSSELMANS op rust gesteld uit zijn ambt van eerste hoofdcommissaris van politie met ingang van 1 mei 2019.

Hij wordt gerechtigd de graad van eerste hoofdcommissaris van politie te dragen, gevolgd door de woorden "op rust".

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2020/10166]

Commissaire divisionnaire de police  
Mise à la retraite

Par arrêté royal du 29 novembre 2019, Monsieur Christian MOSSELMANS est mis à la retraite de sa fonction de premier commissaire divisionnaire à la date du 1<sup>er</sup> mai 2019.

Il est autorisé à porter le grade de premier commissaire divisionnaire de police, suivi par les mots « en retraite ».